

Caste, classe et genre au Népal et en Inde

Léo Palardy

Volume 49, numéro 1, printemps 2025

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1117723ar>

DOI : <https://doi.org/10.62212/revuepossibles.v49i1.839>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Possibles

ISSN

0703-7139 (imprimé)

2818-2758 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Palardy, L. (2025). Caste, classe et genre au Népal et en Inde. *Possibles*, 49(1), 110–118. <https://doi.org/10.62212/revuepossibles.v49i1.839>

© Possibles, 2025



Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

éru
dit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Caste, classe et genre au Népal et en Inde

Par Léo Palardy

En février 2024, avait lieu la seizième édition du Forum social mondial (FSM) à Katmandou au Népal. Ce rendez-vous altermondialiste vise à mettre sur pied un pôle contre-hégémonique s'opposant à la domination des centres impérialistes mondiaux (Canet, Guay et Cameron 2022). Il constitue également une occasion de rendre visibles les luttes locales et régionales liées au pays hôte pour, éventuellement, mettre en place de nouvelles solidarités.

Durant le FSM 2024, les mouvements dalits furent très visibles, permettant à ses militant·es de dénoncer les injustices vécues par leurs communautés. Ce fut pour moi l'occasion de réaliser plusieurs entretiens auprès de membres d'organisations luttant contre les oppressions de caste au Népal et en Inde (*Dalit Lives Matter*, *Communist Party of Nepal (Unified Socialist)*, *Global Forum of Communities Discriminated on Work and Descent*, *National Alliance for Labour Rights* et *National Confederation of Dalit-Adivasi Organisations*). Je cherche dans cet article à résumer les informations qu'ils me les ont transmises. Dans un premier temps j'explique en quoi consiste le système des castes et qui sont les Dalits. Dans un deuxième temps, je présente de quelles manières s'incarnent, aujourd'hui, les oppressions de caste dans les systèmes économique-politiques du Népal et de l'Inde et avec quels autres systèmes d'oppression elles entrent en relation (les rapports de classe et de genre notamment). Enfin, dans un troisième temps, je brosse un portrait des projets de transformations sociales proposés par les différent·es acteur·ices du mouvement dalit que j'ai pu rencontrer.

Qu'est-ce que le système des castes et qui sont les Dalits?

Les castes sont un système de division du travail social basé sur l'ascendance familiale des individus. Il s'agit du mode d'organisation du travail et de division hiérarchique de la société prévalant en Asie du Sud. Les castes sont profondément enracinées dans la culture hindoue dominante au Népal et en Inde. Comme le souligne Naveen Gautam du *Global Forum of Communities Discriminated on Work and Descent*, « c'est ainsi que la structure entière a fonctionné depuis des millénaires (je répète que ce n'est pas issu du colonialisme, cette structure existe depuis plus de 2000 ou 3000 ans) ». Cette « structure » peut être vue comme analogue aux divisions de classes existant au sein du mode de production capitaliste, dans la mesure où certains groupes y contrôlent l'essentiel des ressources matérielles et idéologiques au détriment des autres :

Les Brahmanes possédaient toutes les ressources économiques, ils se situaient au sommet de la hiérarchie. Ils gouvernaient et on les considérait comme étant les cerveaux. C'est encore un autre exemple du fonctionnement du capitalisme : les gens au sommet exploitent ceux qui sont en dessous d'eux. (Naveen Gautam)

Cependant, dans le cas des castes, contrairement à celui des classes, ce qui détermine l'appartenance à ces catégories ne se limite pas aux ressources matérielles dont disposent les individus à un moment donné, mais s'enracine plus profondément dans ce qui constitue leur identité, puisqu'elles sont directement héréditaires. Les individus naissent donc avec des fonctions

sociales leur étant associées et ont à vivre avec les stigmates et les formes de domination y correspondant. Les castes en Inde et au Népal comportent également une dimension religieuse dont la notion de « classe » n'est pas, en elle seule, en mesure de rendre compte :

Les classes sont des catégories construites sur la base des ressources financières, des revenus du groupe de classe. En fait, « caste » provient du mot « casta », un terme portugais qui était utilisé pour décrire les divisions ou la hiérarchie. Dans le cas du Népal, les castes correspondent aux divisions au sein de la religion hindoue, qui ont été faites, selon la tradition, à l'origine sur la base des occupations, mais qui sont devenues aujourd'hui le mode de division des travailleur·euses, l'occupation dont tu proviens et qui t'a été transmise sous la forme d'une identité héritée. (Shailee Chaudhary)

Les castes sont donc organisées sur le modèle d'une échelle hiérarchique et correspondent chacune à différents types d'occupation. Le système des castes s'incarne cependant de manières différentes au Népal et en Inde. Au Népal comme en Inde, les principales castes dominantes correspondent aux Brahmanes (les prêtres), puis aux Kshatriyas (les guerriers) – notons que les Kshatriyas sont appelés Chhetris au Népal. Ensuite viennent les Vaishyas, la caste des marchands. Ces trois castes correspondent à celles qui sont considérées comme « pures », puis vient la caste des Shudras, celle des serviteur·euses, considérée « impure ». Au plus bas, exclus du corps social, se trouvent les Dalits¹, que l'on appelait « intouchables », relégués aux tâches les plus dévalorisées socialement. Au Népal, celles-ci correspondent traditionnellement, entre autres, à la forge, aux métiers de tailleur et de cordonnier,

au travail du cuir et du bois, à la blanchisserie, à la musique et au travail agricole (Lamichhane, 2024). En Inde, les Dalits se voient plutôt associé·es à la vidange manuelle des fosses à excréments, à la gestion des déchets, au travail dans les mines, à la fabrication des briques, au tannage et au travail agricole, etc. (Salve et Gautam, 2024).

Les oppressions de caste aujourd'hui

Si les oppressions de caste sont issues à l'origine d'un système politico-économique féodal, ce mode de stratification sociale se perpétue toujours au sein des institutions économiques et politiques du Népal et de l'Inde contemporains. Il apparaît qu'à la suite de l'abolition de la monarchie au Népal en 2008 et à la mise en place d'un système démocratique fédéral en 2015 (Bobin 2008 et International Alert 2021), les rapports de caste continuent de se perpétuer, comme en témoignent des formes de violence extrême encore perpétrées contre les Dalits (celles-ci visant particulièrement les femmes dalits subissant une double oppression). Pour ce qui est de l'Inde, le mode de production capitaliste, plutôt que d'y avoir remplacé les rapports de caste (et les rapports patriarcaux), semble s'y être greffé et les inégalités qui en découlent sont accentuées par les réformes néolibérales en cours.

Les rapports de caste (et patriarcaux) au sein de la politique fédérale népalaise

Comme m'en a fait part Shailee Chaudhary, militante du mouvement *Dalit Lives Matter*, il apparaît que les castes dominantes au Népal mettent en place différents stratagèmes visant à

1. « Dalit » [...] est dérivé du mot « dalant » qui signifie « les opprimés ». [Le terme] fut utilisé par l'économiste et politicien indien B. R. Ambedkar et plus tard popularisé par les Dalit Panthers pour organiser le mouvement dalit. De cette manière le mot « Dalit » unifiait toutes les communautés étiquetées « intouchables » sous une même bannière. (*Dalit Lives Matter*, 2021).

maintenir leurs privilèges au sein du nouvel État fédéral :

La constitution du Népal parle explicitement dans son préambule [...] d'inclusivité, au moins dans les mécanismes de l'État, mais les partis politiques qui dirigent viennent eux-mêmes du groupe des castes dominantes. Alors, ils ont trouvé une faille dans la loi et ne laissent pas le groupe des castes opprimées, telles que les Dalits et d'autres communautés marginalisées, atteindre le pouvoir d'État, ayant peur de perdre ainsi leurs privilèges. (Shailee Chaudhary)

La chambre des représentants du Parlement fédéral népalais est constituée de 275 représentant·es, dont 165 sont élu·es directement et 110 sélectionné·es sur des listes à des fins de proportionnalité (House of Representatives, Nepal, 2024) :

Ce que les partis politiques disent c'est que les politiques de représentation doivent s'appliquer à la liste proportionnelle seulement [...]. Ils respectent alors les proportions d'inclusion dans la liste proportionnelle, mais ils ne proposent pas de candidatures pour les élections directes aux dalits ou aux membres de communautés marginalisées. (Shailee Chaudhary)

Ces stratagèmes n'ont pas seulement pour effet de réduire l'accès au pouvoir des Dalits et des castes opprimées, mais reproduisent des dynamiques cishétéropatriarcales, notamment au sein de la politique municipale où les partis mettent également en place des stratagèmes visant à contourner la réglementation en place voulant que 50 % des maires et des députés-maires soient des femmes.

Crimes haineux motivés par la caste (et le genre) au Népal

Les hiérarchies de caste au Népal vont régulièrement jusqu'à s'incarner dans des formes de violence extrême perpétrées envers les Dalits. C'est, entre autres, en réponse à ces actes haineux que s'est formé le mouvement *Dalit Lives Matter* au Népal, faisant écho à son homologue américain *Black Lives Matter*. En effet, ces formes extrêmes de violence ressemblent grandement à celles motivées par le suprémacisme blanc en Amérique du Nord :

La propension à ces discriminations est si profonde, que des gens ont été tués au nom des castes. Récemment en 2020, six jeunes ont été tués, parmi eux, quatre provenaient de la communauté dalit, cela juste parce qu'un Dalit a osé tomber amoureux d'une fille non-dalit et voulait la marier. [...] Un jeune garçon dalit, qui était mineur alors qu'il s'est fait arrêter, a été retrouvé mort en prison récemment. Angira Pasi, une fille dalit, a été violée par un non-Dalit et a été forcée à se marier avec son violeur et, quand elle a refusé, on l'a retrouvée pendue à un arbre le lendemain. (Shailee Chaudhary)²

Pour Shailee, il est clair que ces crimes haineux comportent une dimension intersectionnelle : « *La discrimination est très présente et devient encore plus profonde quand d'autres identités de genre ou de statut géopolitique s'y ajoutent.* ». Par conséquent, les individus qui font l'objet de discriminations en raison de leur origine sociale sont davantage exposés à des actes de violence extrême. Cependant, comme l'a mentionné Nira Devi Jairu, une ex-parlementaire qui est maintenant membre du *Communist Party of Nepal (Unified Socialist)*, cette dynamique s'applique également dans l'autre sens :

2. Pour plus d'informations concernant ces crimes haineux, consultez la page « *We demand justice* » du site web : dalitlivesmatter.org (Dalit Lives Matter, 2020).

Nirmala Panta a été violée et tuée il y a cinq ou six ans. Je ne veux pas dire que ce n'est qu'une question de caste, mais elle provenait d'une classe élevée, du groupe des Brahmanes, donc sa cause a donné lieu à beaucoup de réactions, il a été dit qu'il devait y avoir une enquête indépendante et des slogans ont été chantés à propos de sa mort. Mais dans des conditions semblables, pour une femme qui était une élue municipale, mais qui appartenait à une caste opprimée, on n'a pas fait une question d'ordre national de son cas. Cela nous montre que nous manquons de sensibilité vis-à-vis de la cause des femmes appartenant aux castes opprimées. (Nira Devi Jairu)

Les rapports de caste (et de genre) dans le capitalisme indien

Voyons maintenant de quelle manière interagissent les dominations de caste, de classe et de genre au sein du capitalisme indien. Pour Rajesh Upadhyay, président (Convenor) de la National Alliance for Labour Rights (un regroupement de syndicats ouvriers indiens), qui est également bénévole pour la National Confederation of Dalit-Adivasi Organisations, il y a un lien clair à établir entre les castes dominantes et la classe capitaliste indienne :

Alors ici, quand le capitalisme a commencé à se mettre en place, les castes dominantes qui contrôlaient les terres, la technologie, la religion et la philosophie de leur temps ont commencé à investir dans de nouvelles technologies et de nouvelles entreprises et elles sont devenues les nouveaux capitalistes. Donc, elles ont encore cette vieille mentalité de caste tout en étant les nouveaux capitalistes. Alors, au niveau le plus bas [...] les castes qui étaient opprimées sous le vieux système des castes, la plupart d'entre elles demeurent toujours dans les rangs les plus bas de la structure capitaliste. Ce sont pour la plupart des travailleuses œuvrant dans le secteur informel

de l'économie, alors iels sont beaucoup moins payés et iels ne sont pas protégés par la sécurité sociale. (Rajesh Upadhyay)

Les Dalits sont surreprésentés dans le secteur informel de l'économie, qui n'est pas directement réglementé par l'État; iels sont donc encore plus à risque de subir des formes radicales d'exploitation ou d'avoir à travailler dans des conditions dangereuses ou insalubres. Iels partagent d'ailleurs souvent ce fardeau avec les Adivasis, soit les minorités autochtones indiennes :

Si vous regardez les briqueteries en Inde, l'endroit où les briques sont fabriquées, la plupart des travailleuses, qui y travaillent dans des conditions dangereuses pour leur santé et dans des situations antihygiéniques, proviennent de ces communautés, ou bien de communautés adivasis qui ont été forcées à migrer, ou qui ont été victimes de trafic. (Naveen Gautam)

Comme le souligne Rajesh Upadhyay, avec les réformes néolibérales menées par le gouvernement ethnonationaliste hindou de Narendra Modi (Saint-Mézard 2018), la distinction entre le secteur informel et le secteur formel de l'économie indienne tend progressivement à disparaître. Ce faisant, les conditions de travail du prolétariat industriel tendent à s'informaliser :

[...] le système de production dans son ensemble est en train de devenir informel. Les nouvelles lois du travail permettent à toutes les industries d'adopter de telles pratiques. Elles peuvent désormais embaucher des employés uniquement sur contrat, sans emploi régulier, augmenter le nombre d'heures de travail de 8 heures [par jour] à 12 ou 14. Tout est maintenant permis. (Rajesh Upadhyay)

Une telle évolution de la réglementation n'est pas si surprenante dans la mesure où, dans les faits, le secteur informel, bien qu'il ne soit pas

réglementé, est totalement intégré au capitalisme indien. Dans une certaine mesure, le secteur industriel formel repose sur les intrants en termes de travail et de matières premières que lui fournit le secteur informel :

[...] tous ces travailleur·euses du secteur informel servent finalement la structure du capitalisme. Le ou la « ragpicker » va ramasser du polyéthylène, va le vendre à un collecteur, qui le vendra à une compagnie de recyclage, la compagnie de recyclage va alors le vendre à une compagnie de valorisation énergétique des déchets, alors pour finir c'est une grosse compagnie qui bénéficiera de ce travail de misère. (Rajesh Upadhyay)

Ce secteur de l'économie indienne est lui-même, à son tour intégré, au capitalisme mondial et ce sont les multinationales qui en bénéficient. En s'installant en Asie du Sud, le capitalisme néolibéral a exacerbé les inégalités qui résultent des castes :

Ce sont les pays du « premier monde » ou du « deuxième monde » qui dirigent, du fait du capitalisme, et, bien sûr, ils veulent que d'autres soient exploités, alors ils se retournent vers les pays du « tiers monde ». Mais, dans les pays du « tiers monde », la situation est encore pire parce qu'il existe une structure entière qui fait en sorte que, pour certaines communautés, il est très difficile de défendre leurs droits sociaux et économiques. Celles-ci ne disposent pas toujours de droits civils ou politiques garantis. (Naveen Gautam)

Les Dalits et les Adivasis ne sont pas les seuls groupes minorisés à être relégués aux derniers rangs du capitalisme indien, les femmes subissent elles aussi ce sort. Pour Rajesh Upadhyay, cela s'explique par la promotion de l'oppression des femmes et des castes dominées par la religion et la mentalité hindoues :

Dans la structure capitaliste, en Asie du Sud particulièrement, vous n'allez pas trouver

beaucoup de femmes au sommet. La plupart des femmes se retrouvent soit dans le secteur informel ou même tout simplement en dehors de la force de travail. Elles ne disposent pas encore de tels droits vis-à-vis du travail productif. De plus, la philosophie religieuse en Asie du Sud fait la promotion de cette inégalité, elle croit que les femmes ne sont pas les égales des hommes et que les femmes ne devraient s'occuper que de la maison et que les questions en dehors de celle-ci devraient être gérées par les hommes qui, eux, contrôlent l'argent. [...] Ainsi, dans le contexte de l'Asie du Sud, le patriarcat, le système des castes et le capitalisme se sont tous trois intégrés et ont créé un système encore bien plus fort d'exploitation et d'oppression. (Rajesh Upadhyay)

Rappelons que le parti en ce moment au pouvoir en Inde, le *Bharatiya Janata Party* (BJP) de Modi, fait ouvertement la promotion de ces valeurs, normalisant – dans la droite lignée du travail depuis très longtemps entamé par le *Rashtriya Swayamsevak Sangh* (RSS) – les idées de l'extrême droite hindoue, ce qui représente un réel danger pour les communautés dalits et les minorités religieuses (les musulmans en premier lieu) (Saint-Mézard, 2018), mais aussi pour les femmes.

Les propositions de transformations sociales portées par les activistes dalits

Ainsi, au Népal comme en Inde, les oppressions de caste continuent à se reproduire au sein des institutions politiques, économiques et sociales. Cependant, force est de constater que les deux pays se trouvent aujourd'hui dans des conjonctures politiques bien différentes. En effet, les réformes, généralement progressistes, menées au Népal à la suite de l'abolition de la monarchie et de l'instauration d'un État fédéral dans les dernières années, puis la prépondérance

des partis de gauche dans le parlement népalais donnent espoir quant à la possibilité d'y instaurer de nouvelles politiques allant dans le sens des intérêts des minorités. Ce n'est pas du tout le cas en Inde où les réformes néolibérales imposées par Modi couplées à l'hégémonie de l'idéologie *Hindutva* semblent verrouiller l'horizon quant à la possibilité d'autres réformes qui seraient à l'avantage des groupes dominés.

Représenter les communautés opprimées dans l'État népalais

Pour Shailee Chaudhary de *Dalit Lives Matter*, un moyen efficace de lutter contre les discriminations envers les communautés dalits et les autres communautés dominées au Népal serait de leur assurer une représentation adéquate à l'intérieur de l'État népalais aussi bien au niveau du gouvernement que de la bureaucratie :

Nous devrions assurément conserver la liste proportionnelle pour encore quelques années, mais il devrait être rendu obligatoire que les proportions d'inclusivité soient appliquées pour les élections directes également. Deuxièmement, pour ce qui est du service public et des bureaucrates, il devrait y avoir des mesures d'inclusivité là aussi. Le peuple devrait être représenté, aux bureaux de ses bureaucrates, par des gens appartenant à une diversité de communautés et ce lieu ne devrait pas être dominé par la même classe dirigeante, caste dirigeante, qui s'y trouve depuis des lustres. (Shailee Chaudhary)

Remarquons que de telles mesures permettraient non seulement de mieux servir les intérêts des Dalits, mais aussi ceux des autres groupes minorisés, comme les minorités ethniques, les femmes ou les minorités sexuelles

et de genre. Comme m'en a fait part Chaudhary : « Si un jour il existait un monde sans discriminations, je pense que j'aimerais voir une femme trans dalit provenant du Madhesh³ devenir première ministre et occuper le poste de présidente du Népal et nous orienter vers le bien commun. »

Il existe déjà aujourd'hui des individus œuvrant à représenter les communautés dalits dans l'État fédéral népalais. Nira Devi Jairu, qui a été membre de la Chambre des représentants comme députée du *Communist Party of Nepal (Unified Marxist-Leninist)* et qui est maintenant membre du Politburo du *Communist Party of Nepal (Unified Socialist)*, s'est lancée en politique dans ce but. Son parcours est très représentatif des intersections qui peuvent exister entre la domination de caste et la domination de classe, puisque c'est le marxisme qui l'a menée à la lutte pour les droits dalits :

Durant mon enfance, mon père a fait partie de différents mouvements et je lisais et j'entendais parler des écrits de Marx et de Lénine, ces « leaders » m'ont inspirée à parler en faveur des plus pauvres et des Dalits. (Nira Devi Jairu)

Elle croit donc que l'abolition de la monarchie au Népal et l'instauration d'un État démocratique ouvrent la porte à de futurs changements qui devraient à terme permettre l'abolition des oppressions ethniques, de caste et de classe dans le pays :

Quelque chose de fondamental s'est produit après le soulèvement de 2006 au Népal. Nous avons renversé la monarchie et le processus politique devait dès lors inclure les différentes castes, classes et ethnicités. Je suis donc convaincu que ce sont ces personnes, qui ont vécu toutes ces discriminations et toutes ces autres formes d'inégalités, qui

3. Le Madhesh est une région du sud du Népal dont les habitant-es sont souvent discriminé-es par les classes dirigeantes originaires des régions montagneuses du fait de leur proximité ethnique avec les habitant-es de l'État indien voisin du Bihar.

devraient gouverner. Elles ne devraient pas être gouvernées, mais elles devraient gouverner. (Nira Devi Jairu)

pas savoir quand ils le seront. Mais au moins, nous pourrions être sur cette voie. Dans la société capitaliste, le processus est l'inverse, les inégalités s'accroissent. (Rajesh Upadhyay)

Le socialisme démocratique

Du côté de l'Inde, Rajesh Upadhyay de la *National Alliance for Labour Rights* croit que le patriarcat, le système des castes et le capitalisme devraient tous les trois être abolis et qu'une forme démocratique de socialisme devrait être instaurée :

[...] si nous pensons à ce qui pourrait exister, le capitalisme devrait sans aucun doute être renversé, le féodalisme devrait être renversé aussi, le système des castes devrait l'être, de même que le patriarcat. Au cours du dernier siècle, il y a eu beaucoup d'expériences socialistes et nous savons que la plupart d'entre elles ont peut-être échouées, mais le capitalisme a échoué bien plus tôt, parce qu'il n'était pas en mesure de prendre soin des gens! Dans les pays socialistes, un problème fondamental qui a été soulevé était de définir ce que pouvait être une démocratie socialiste. Alors je pense que ce que pourrait être une démocratie socialiste, voilà une idée que la nouvelle génération devrait explorer et développer. (Rajesh Upadhyay)

Cependant, étant bien conscient que l'instauration du socialisme démocratique, dans le contexte actuel, peut sembler être un objectif difficile à réaliser, il envisage également la mise en place de réformes qui permettraient à plus court terme de renverser la dynamique actuelle d'accroissement des inégalités :

Bien sûr, je crois qu'il n'y a pas meilleure idée que le socialisme ou que de chercher à mettre en place une société sans classes. Comme étape transitoire, nous pourrions chercher à instaurer une société qui commencerait à tout le moins à réduire les écarts de classe et l'exploitation, même s'ils ne sont pas abolis, parce que nous ne pouvons

Le mouvement bouddhiste dalit

Upadhyay identifie un obstacle supplémentaire rendant difficiles tous ces projets de transformations sociales. En plus de la domination directement exercée par les castes dominantes, le système des castes, tel qu'il est intégré à la mentalité hindoue, imprègne également l'esprit des groupes appartenant aux castes dominées :

[...] le sentiment dominant pour les individus sera que c'est leur destinée, qu'ils souffrent du fait d'une mauvaise action qu'ils ont commise dans une vie antérieure, dans leurs incarnations précédentes. Le concept de réincarnation dans l'hindouisme leur pose donc un problème. (Rajesh Upadhyay)

Face à cette problématique et sachant que la domination patriarcale est également enracinée dans la religion hindoue, différentes options s'offrent aux Dalits et plus largement aux dominés, Rajesh Upadhyay en mentionne quelques-unes, dont le mouvement bouddhiste dalit initié par Ambedkar :

Dr Bhimrao Ambedkar a été l'un des architectes de la constitution de l'Inde, il provenait de la communauté dalit. Il était donc né dans la religion hindoue tout en sachant que la structure de l'oppression des castes inférieures est encastrée dans la religion hindoue elle-même, alors il dit « Je suis né dans la religion hindoue, mais je ne vais pas mourir dans la religion hindoue » et donc, avant de mourir, il s'est converti au bouddhisme. (Rajesh Upadhyay)

Pour les partisans d'Ambedkar, nombreux·ses parmi les Dalits, la religion bouddhiste est par nature moins oppressive que l'hindouisme et s'enracine dans une forme d'humanisme progressiste. Par conséquent, certain·es Dalits peuvent trouver dans le bouddhisme, l'agnosticisme ou l'athéisme un moyen de s'affranchir des contraintes de l'hindouisme, la mentalité hindoue pouvant être un des obstacles sur le chemin de leur émancipation.

Conclusion

Le système des castes et l'oppression des communautés dalits se perpétuent encore à ce jour au Népal et en Inde. Ce système de division du travail millénaire encastré dans la religion et la mentalité hindoues, qui se fonde sur une transmission héréditaire des occupations et des rangs sociaux, prend de nouvelles formes à l'intérieur des institutions économiques et politiques du Népal et de l'Inde contemporains. Notons que les oppressions de caste y entrent en intersection avec d'autres systèmes d'oppression (les oppressions de classe, de genre et ethniques).

Au Népal, les castes dominantes mettent en place divers subterfuges de manière à reproduire leur domination à l'intérieur des instances du Parlement fédéral népalais, mais aussi au niveau de la politique municipale. Les femmes aussi sont souvent mises à l'écart de ces institutions. Les Dalits sont également victimes au Népal de nombreux crimes haineux, les femmes dalits particulièrement. En Inde, le système des castes se perpétue à l'intérieur du mode de production capitaliste, les castes dominantes constituant la nouvelle bourgeoisie indienne et les castes dominées étant reléguées, avec les Adivasis, au secteur informel de l'économie. Les femmes sont,

elles, très souvent directement exclues de la force de travail indienne.

Au Népal comme en Inde, face à toutes ces injustices, le mouvement dalit se mobilise et met de l'avant différentes propositions de transformations sociales. Dans un contexte de réformes progressistes et de démocratisation, des activistes dalits népalais·es envisagent la représentation politique des groupes opprimés dans les instances fédérales et municipales comme stratégie pour défendre leurs intérêts. En Inde, un contexte politique plus hostile, du fait de la mainmise des nationalistes hindous du *Bharatiya Janata Party* sur l'État et des réformes néolibérales menées par celui-ci, amène certain·es militant·es dalits à proposer des projets politiques différents. Dans cette perspective, l'abolition du capitalisme, du patriarcat et du système des castes ainsi que la mise en place d'une forme de socialisme démocratique sont entre autres envisagées. Pour ce qui est de la lutte contre les normes oppressives intériorisées par les castes opprimées, le mouvement bouddhiste dalit créé par Ambedkar propose, pour sa part, la conversion au bouddhisme de manière à s'éloigner de la mentalité hindoue.

Notice biographique

Léo Palardy est militant écologiste et anticapitaliste à Tio'tia:ke/Mooniyang/Montréal et membre du comité de rédaction de *Possibles*. Il est présentement étudiant au baccalauréat en science politique à l'UQÀM.

Remerciements

Je tiens à remercier le Collectif québécois « En route vers le FSM 2024 » au Népal, ainsi que Raphaël Canet, pour avoir rendu possible la réalisation de cet article. Je souhaite également remercier Naveen Gautam, Shailee Chaudhary, Rajesh Upadhyay et Nira Devi Jairu pour leur contribution d'une valeur inestimable à ce travail. Enfin, un remerciement tout particulier à Karuna Parajuli qui m'a offert son aide pour la traduction d'une des entrevues.

Références

- Bobin, F. (2008), « Les dernières heures de la monarchie népalaise ». *Le Monde*. 28 mai. Disponible à https://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2008/05/28/la-monarchie-vit-ses-dernieres-heures-au-nepal_1050693_3216.html
- Canet, R., Cameron, R. et Guay, N. (2022), *Altermondialismes : Justice sociale et écologique dans un monde globalisé*. Ottawa : Presses de l'Université d'Ottawa.
- Dalit Lives Matter. (2020), « We demand justice. » Disponible à <https://dalitlivesmatter.org/we-demand-justice/>
- Dalit Lives Matter. (2021), « Why the term “Dalit”? ». Disponible à https://youtu.be/1Ogi2s1HBgQ?si=L3WklJtat3y_LQIB
- House of Representatives, Nepal. (2024), *Parliamentary Parties, Federal Parliament Secretariat, Katmandou*. Disponible à <https://hr.parliament.gov.np/en/parliamentary-parties>
- International Alert. (2021), « Federalism in Nepal: A country in transition ». Disponible à <https://www.international-alert.org/stories/federalism-nepal-country-transition/>
- Lamichhane, S. (2024), « Status of Communities Discriminated on Work and Descent in Nepal », sur *Global Forum of Communities Discriminated on Work and Descent*. Disponible à <https://globalforumcdwd.org/groundbreaking-report-sheds-light-of-cdwds-of-nepal-suggests-crucial-recommendations/>
- Saint-Mézard, I. (2018), « L'Inde de Modi : un développement pour tous », *Politique étrangère*, 2018(2/été), 19-88. Disponible à <https://doi.org/10.3917/pe.182.0079>
- Salve, P. et Gautam, N. (2024), « Status of Communities Discriminated on work and Descent in India », sur *Global Forum of Communities Discriminated on Work and Descent*. Disponible à <https://globalforumcdwd.org/gfod-report-reveals-alarming-challenges-faced-by-indias-cdwd-proposes-urgent-policy-reforms/>